



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/15
7 juillet 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Cinquième réunion
Nagoya, Japon, 11-15 octobre 2010
Point 16 de l'ordre du jour provisoire*

ÉVALUATION ET EXAMEN (ARTICLE 35) : APPROCHE ET CRITÈRES

Cadre proposé pour la deuxième évaluation et examen

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. L'article 35 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques demande à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP-MOP) de procéder, cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole, puis ensuite au moins tous les cinq ans, à une évaluation de son efficacité, notamment une évaluation de ses procédures et annexes.

2. Conformément aux dispositions de l'article 35, la première évaluation devait être effectuée en 2008. A leur quatrième réunion, en mai 2008, les Parties ont été saisies d'une synthèse des communications (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/14) soumises par les Parties et les gouvernements, répondant à un questionnaire diffusé par le secrétariat relatif à l'évaluation et examen. Les Parties ont adopté la décision BS-IV/15, dans laquelle elles ont indiqué que le peu d'expérience acquise par les Parties dans l'application du Protocole, tel que reflété dans les premiers rapports nationaux, ainsi que le manque d'expérience sur le terrain, ne fournissaient pas une base solide pour effectuer une évaluation et examen efficace du Protocole.

3. Dans cette décision, les Parties ont, entre autres, prié le Secrétaire exécutif d'élaborer : i) une approche méthodologique fiable pour contribuer à une deuxième évaluation et examen efficace du Protocole, de ses annexes, procédures et mécanismes, sur la base des informations contenues dans les premiers rapports nationaux, des réponses au « questionnaire sur l'efficacité », des rapports du Comité

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/1

/...
/...

chargé du respect des obligations, des informations contenues dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et de tout autre documentation pertinente; ii) d'élaborer des projets de critères ou d'indicateurs susceptibles de s'appliquer à l'évaluation de l'efficacité du Protocole et de fournir des indications concernant leur utilité.

4. Dans la décision BS-IV/15, les Parties ont aussi été invitées à soumettre des communications concernant un plan stratégique pour le Protocole, et le Secrétaire exécutif a été prié de présenter un projet de Plan stratégique, pour examen à la cinquième réunion des Parties au Protocole. Le projet de plan stratégique, élaboré à partir des communications des Parties et des contributions apportées par plusieurs processus consultatifs, est transmis à la présente réunion dans un document distinct (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/16), pour examen et adoption éventuelle au titre du point 17 de l'ordre du jour.

5. La présente note est établie pour répondre à la demande d'élaboration d'une éventuelle méthodologie pour la deuxième évaluation de l'efficacité du Protocole, et fait des suggestions, pour examen par les Parties. Elle vise seulement à examiner une méthodologie éventuelle pour la deuxième évaluation et examen. Elle n'a pas pour but d'effectuer une évaluation de l'efficacité du Protocole, ni de préjuger des résultats d'une telle évaluation, ni d'établir un niveau de référence pour l'état d'application du Protocole, au regard duquel les évaluations futures pourraient être mesurées.

6. Bien que l'article 35 demande que des évaluations de l'efficacité du Protocole soient effectuées périodiquement, il ne fournit aucune orientation sur la façon dont ces évaluations devraient être menées, et ne précise pas la nature ou le champ d'application des évaluations, sauf à indiquer qu'elles devraient comprendre une évaluation des procédures et des annexes du Protocole. Plusieurs difficultés se posent lors la conception et la réalisation d'une évaluation de l'efficacité d'un accord multilatéral sur l'environnement (AME). Comme souligné dans une étude menée par le Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE) en 2001, « l'efficacité est un concept qui peut être défini de plusieurs façons : comme le degré de changement de comportement induit pas une règle donnée, contribuant à la réalisation des buts de cette règle; le degré d'amélioration de l'état du problème sous-jacent géré par une règle; ou le degré de réalisation des objectifs de politique générale inhérents à une règle »¹.

7. Plusieurs approches peuvent être suivies pour examiner l'efficacité du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. L'examen pourrait être axé sur le degré d'application des dispositions du Protocole par les Parties; il pourrait examiner la mise en place et le fonctionnement des procédures et mécanismes aux niveaux national et international; et/ou il pourrait examiner dans quelle mesure l'adoption et l'application du Protocole ont contribué à la réalisation de l'objectif général du Protocole. L'examen pourrait être axé également sur une évaluation du caractère adéquat et du champ d'application des procédures et des annexes du Protocole, à la lumière de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques au sujet des risques éventuels posés pour la diversité biologique du fait des organismes vivants modifiés, compte tenu également des risques posés pour la santé humaine².

8. D'une manière générale, et pour les raisons indiquées dans la partie V ci-après, il est recommandé que la deuxième évaluation de l'efficacité soit axée principalement sur une évaluation de l'état général d'application du Protocole en droit interne, c'est-à-dire, une évaluation de la mesure dans laquelle le Protocole a abouti, à ce jour, à l'adoption et au fonctionnement de cadres réglementaires nationaux relatifs à la prévention des risques biotechnologiques. Il est aussi reconnu que l'axe retenu pour les évaluations de l'efficacité pourra évoluer au cours du temps, lorsque des futures évaluations sont menées au titre de l'article 35 du Protocole.

¹ K. Raustiala, *Reporting and Reviewing Institutions in 10 Multilateral Environmental Agreements*, UNEP, 2001, at 6.

² Voir le paragraphe 5 de la note établie par le Secrétaire exécutif pour la troisième réunion des Parties, sur l'engagement d'un processus d'évaluation de l'efficacité du Protocole (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/3/13). Voir aussi le paragraphe 4 de l'article 7 et le paragraphe 5 de l'article 16 du Protocole.

9. Le présent document est structuré comme suit : la partie II examine brièvement les progrès accomplis dans l'application du Protocole depuis son entrée en vigueur en 2003; la partie III met l'accent sur les approches retenues en matière d'évaluation de l'efficacité dans trois accords multilatéraux pertinents sur l'environnement; la partie IV se rapporte aux récents développements concernant le Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique (CDB); la partie V traite de considérations relatives au champ d'application de la deuxième évaluation de l'efficacité effectuée au titre de l'article 35 du Protocole. La partie VI émet des suggestions concernant une méthodologie éventuelle pour la deuxième évaluation de l'efficacité, et fait quelques brèves observations sur des étapes éventuelles pour les futures évaluations de l'efficacité du Protocole. La partie VII résume les conclusions et recommandations, et la partie VIII présente les éléments éventuels d'une décision. L'annexe au présent document présente plusieurs propositions d'indicateurs, comme base pour la deuxième évaluation de l'efficacité, pour examen. On notera que ces indicateurs ont été pris en compte dans l'élaboration des indicateurs du Plan stratégique proposé, ainsi que dans la conception du modèle proposé pour les deuxièmes rapports nationaux (voir UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/14).

II. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION DU PROTOCOLE DEPUIS SON ENTRÉE EN VIGUEUR

A. Application en droit interne par les Parties

10. Pour une application efficace, le Protocole s'appuie essentiellement sur une application par les Parties, en droit interne, des procédures visant à réglementer, entre autres, les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés (OVM) destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement, et les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

11. Au moment de l'adoption du Protocole, il est apparu que bien que certaines Parties disposaient déjà de procédures réglementaires en droit interne, de nombreuses Parties ne seraient pas immédiatement en mesure d'appliquer le mécanisme réglementaire central du Protocole, à savoir, la procédure d'accord préalable en connaissance de cause. En conséquence, avant même que le Protocole n'entre en vigueur, des mécanismes ont été créés pour encourager le renforcement des capacités au niveau national, en ce qui concerne l'application des procédures prévues au titre du Protocole. En particulier, de nombreux pays éligibles ont reçu un soutien, par l'intermédiaire du Fonds pour l'environnement mondial, afin d'élaborer des cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques.

12. En juillet 2009, 111 pays avaient finalisé leur projet de cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques, dans le cadre du projet du PNUE-FEM³. Il est clair, cependant, qu'un pays qui a terminé son processus d'élaboration des cadres nationaux n'est pas forcément en mesure d'appliquer les dispositions du Protocole concernant, par exemple, le traitement d'une demande de première importation d'un organisme vivant modifié destiné à être introduit intentionnellement dans l'environnement. Dans certains cas, bien qu'un projet de loi ait été élaboré, celle-ci n'a pas encore été promulguée⁴. Dans d'autres cas, les règlements d'application qui font partie intégrante d'un système de réglementation opérationnel n'ont pas été finalisés et adoptés. Dans de nombreux cas, il est suggéré que même lorsqu'un cadre réglementaire a été adopté, les Parties ne seront peut-être pas en mesure de traiter une demande, en raison du manque de capacités techniques ou autres capacités. Le Plan d'action pour le renforcement des capacités, adopté par les Parties, vise à gérer ce manque de capacités qui restreint

³ <http://www.unep.org/biosafety/>.

⁴ Une recherche des lois et des règlements nationaux dans le Centre d'échange révèle que plusieurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques sont encore sous forme de projets de loi ou de règlement dans le Centre d'échange.

encore la pleine application du Protocole⁵. Cette question est examinée ci-après, au paragraphe 21 du présent document.

13. Malgré les activités et les efforts importants déployés dans le cadre de l'application du Protocole depuis son adoption, il subsiste des lacunes et des insuffisances dans cette application. L'analyse révisée faite par le secrétariat en 2008, concernant les informations contenues dans les premiers rapports nationaux, a indiqué que dans la plupart des régions, des lacunes importantes subsistaient en matière d'adoption des mesures juridiques, administratives et autres mesures requises pour appliquer le Protocole⁶. En particulier, l'analyse révisée a conclu que l'application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause était généralement limitée, et qu'une pleine application de cette procédure n'avait pas encore été réalisée⁷. L'analyse a indiqué également que la lenteur de l'application des obligations prévues à l'article 18 constituait une importante préoccupation pour les Parties importatrices d'OVM⁸. L'analyse a indiqué en outre que plusieurs pays n'avaient pas encore fourni des informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, comme demandé à l'article 20 du Protocole, en raison du fait que dans de nombreux cas, les projets de législation contenus dans les cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques n'avaient pas encore été mis en œuvre ou appliqués en pratique⁹.

14. Dans son examen des questions générales relatives au respect des obligations, effectué à partir d'une analyse des rapports nationaux, le Comité chargé du respect des obligations a indiqué qu'il subsistait des lacunes importantes en ce qui concerne l'obligation d'adopter des mesures juridiques, administratives et autres mesures requises au niveau national. Le Comité a noté, en outre, que le respect de l'obligation d'encourager une sensibilisation et une participation du public était insuffisant. Il a également identifié des lacunes concernant l'application de l'obligation de prendre des mesures au niveau national visant à gérer les mouvements transfrontières illicites d'OVM, et le signalement de ces mouvements illicites au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques¹⁰.

15. Comme nous l'examinerons dans la partie V ci-après, l'état d'application du Protocole et les lacunes subsistant dans la connaissance de l'étendue de son application au niveau national ont des conséquences pour l'examen du champ d'application de l'évaluation de l'efficacité réalisée au titre de l'article 35.

B. Mesures prises par la réunion des Parties

16. Les dispositions du Protocole ont prévu ou ont permis qu'un certain nombre de mesures supplémentaires soient adoptées par la réunion des Parties après l'entrée en vigueur du Protocole, afin de « compléter » le régime établi dans le cadre du Protocole et ses mécanismes institutionnels. Ces mesures comprennent la mise en place de procédures et mécanismes relatifs au respect des obligations (article 34); l'examen des modalités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, établi en vertu de l'article 20 du Protocole; l'examen des règles et des procédures applicables en matière de responsabilité et de réparation (article 27); l'examen de nouvelles règles à adopter en vertu du paragraphe 2 a) de l'article 18, concernant la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés. Au cours de leurs quatre premières réunions, les Parties ont fait des progrès pour chacune de ces questions, ainsi que

⁵ Décision BS-I/5; décision BS-III/3; décision BS-IV/3.

⁶ UNEP/CBD/BS/CC/5/2, paragraphe 21.

⁷ *Ibid.*, paragraphe 98.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ UNEP, CBD/BS/COP-MOP/4/2, *Rapport du Comité chargé du respect des obligations*, 5 décembre 2007, paragraphes 16-18. UNEP/CBD/BS/CC/5/4, *Rapport du Comité chargé du respect des obligations, établi au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, sur les travaux de sa cinquième réunion*, 21 novembre 2008, paragraphe 19.

pour d'autres questions liées à l'élaboration de définitions et d'orientations communes relatives aux dispositions du Protocole.

17. En ce qui concerne les arrangements institutionnels, les procédures et mécanismes relatifs au respect des obligations ont été abordés lors de la première réunion des Parties, et un Comité chargé du respect des obligations a été établi¹¹. Le Comité s'est réuni régulièrement et fonctionne, mais il n'a pas encore reçu de communications recevables, concernant des cas éventuels de non-respect du Protocole¹².

18. Pour ce qui est des mécanismes d'échange d'information, le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a été créé et est opérationnel¹³. Des efforts importants ont été prodigués lors du développement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, afin d'en faire un outil accessible et fonctionnel. Les procédures applicables aux organismes vivants modifiés en vertu du Protocole reposent principalement sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en tant que mécanisme efficace d'échange d'information. Néanmoins, il convient de noter qu'il subsiste des lacunes importantes dans les informations rendues disponibles par le biais du Centre d'échange, notamment en ce qui concerne le nombre apparemment limité de notifications faites jusqu'à ce jour au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques¹⁴. A titre d'exemple, une recherche des « décisions prises en matière d'organismes vivants modifiés destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement » dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques révèle que 14 Parties et quatre non-Parties semblent avoir notifié ces décisions au Centre d'échange. S'agissant des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, les décisions de 16 Parties et de quatre non-Parties peuvent être trouvées dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques¹⁵. Cela signifie que ce type de décisions ne sont pas prises par de nombreuses Parties, ou que ces décisions sont prises mais ne sont pas notifiées au Centre d'échange. Le secrétariat a fourni un résumé des documents disponibles dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, pour la sixième réunion du Comité chargé du respect des obligations, qui s'est tenue en 2009. Le rapport souligne que même si on a observé une augmentation générale de la quantité d'informations communiquées au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques au fil des ans, concernant toutes les principales catégories de données, il subsiste toujours des lacunes importantes¹⁶. Le développement continu du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est orienté par le Comité consultatif informel du Centre d'échange, lequel a été créé en application de la décision BS-I/3.

19. Le cycle de présentation des rapports nationaux a démarré après l'entrée en vigueur du Protocole et, à leur troisième réunion, les Parties ont adopté un modèle pour les premiers rapports nationaux¹⁷, lesquels devaient être communiqués en septembre 2007. A leur quatrième réunion, les Parties ont prié le Secrétaire exécutif de proposer des améliorations pour l'établissement des rapports, pour examen à leur

¹¹ Décision BS-I/7.

¹² UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/2, 5 décembre 2007, paragraphe 21; UNEP/CBD/BS/CC/5/4, 21 novembre 2008, paragraphes 24-25.

¹³ Décision BS-I/3.

¹⁴ Une analyse des obstacles limitant la fourniture d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques figure dans : A. Gupta, *Effective Participation in the Biosafety Clearing House: Participation Options and impediments to information provisions*, Rapport universitaire établi dans le cadre du projet du PNUE-FEM sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, mai 2008, 18-24. Voir aussi UNEP/CBD/BS/CC/6/3, 30 septembre 2009, paragraphe 7.

¹⁵ En date de novembre 2009.

¹⁶ UNEP/CBD/BS/CC/6/3, paragraphe 8.

¹⁷ Decision BS-III/14.

cinquième réunion¹⁸. En juin 2010, 89 rapports nationaux avaient été communiqués, attestant qu'un nombre important de Parties n'ont pas encore soumis leurs premiers rapports nationaux.

20. In ce qui concerne l'élaboration de règles, procédures et exigences supplémentaires en vertu du Protocole, les Parties ont, en autres, adopté une décision contenant des exigences plus précises pour l'application du paragraphe 2 a) de l'article 18¹⁹. L'expérience acquise dans l'application de cette décision sera examinée par les Parties à leur cinquième réunion, afin d'envisager la possibilité d'adopter une nouvelle décision relative au paragraphe 2 a) de l'article 18, à la sixième réunion des Parties²⁰. A leur cinquième réunion, les Parties examineront également l'adoption éventuelle de règles et de procédures en matière de responsabilité et de réparation, conformément à l'article 27 du Protocole²¹.

21. Les Parties ont aussi adopté de nombreuses décisions contenant certaines définitions et orientations communes supplémentaires, dont le rôle est de guider les Parties dans l'application du Protocole. Présentant un intérêt particulier pour le processus d'évaluation et d'examen, les Parties ont mis en place un processus permettant un examen plus approfondi des orientations concernant les évaluations des risques effectuées dans le cadre de l'annexe III du Protocole, en établissant un Groupe spécial d'experts techniques pour l'évaluation des risques et la gestion des risques²². Le Groupe a élaboré une feuille de route pour l'évaluation des risques, y compris un organigramme, et des orientation concernant l'évaluation des risques associés à certains types précis d'organismes vivants modifiés, ou à certains traits des organismes vivants modifiés. Le rapport du Groupe sera présenté aux Parties lors de leur cinquième réunion, accompagné de recommandations soumises à l'examen des Parties.

22. La réunion des Parties a accordé une attention particulière au renforcement des capacités dans le cadre de l'application du Protocole. Lors de leur première réunion, les Parties ont adopté un Plan d'action pour le renforcement des capacités et ont mis en place un mécanisme de coordination de la mise en œuvre du Plan d'action. Elles ont également adopté une série d'indicateurs permettant d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action²³. Un Plan d'action actualisé a été adopté à la troisième réunion des Parties, et les indicateurs ont été révisés lors de la quatrième réunion des Parties²⁴. Le Plan d'Action actualisé doit être révisé tous les cinq ans par la réunion des Parties, « en se basant sur une évaluation indépendante de l'efficacité et des résultats des initiatives de renforcement des capacités entreprises pour appuyer le Plan d'action ».²⁵ Le premier examen du Plan d'action actualisé doit avoir lieu en 2011. A leur cinquième réunion, les Parties seront saisies d'une note du Secrétaire exécutif concernant la mise en œuvre du Plan d'action (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/4). Afin de faciliter l'examen du Plan d'action, les Parties seront également invitées à examiner le projet de mandat pour une évaluation indépendante de l'efficacité et des résultats des initiatives de renforcement des capacités entreprises pour appuyer le Plan d'action.

23. La réunion des Parties a aussi examiné régulièrement des rapports sur l'état des activités bilatérales, régionales et multilatérales de renforcement des capacités. De plus, un certain nombre de

¹⁸ Décision BS-IV/14. On notera que les suggestions faites dans la partie VI ci-après et dans l'annexe impliquent que certains ajustements devront être apportés au modèle d'établissement des rapports pour les deuxièmes rapports nationaux, afin de générer des données pour l'évaluation de l'efficacité.

¹⁹ Décision BS-III/10.

²⁰ *Ibid*, paragraphe 7. Le secrétariat suggère, sur la base des communications reçues, qui révèlent une expérience acquise limitée, qu'un tel examen soit effectué à la huitième réunion des Parties. Voir le document UNEP/CBD/BS./COP-MOP/5/8.

²¹ Décision BS-IV/12, UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/18.

²² La création du Groupe spécial d'experts techniques et son mandat figurent dans la décision BS-IV/11.

²³ Décision BS-I/5.

²⁴ Décisions BS-III/3 et BS-IV/3.

²⁵ Décision BS-III/3, annexe, paragraphe 9.

réunions de coordination ont été tenues pour les gouvernements et les organisations qui participent à la mise en œuvre ou au financement des activités liées à la prévention des risques biotechnologiques, et le Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques s'est réuni à sept reprises. Ces activités ont généré une quantité importante d'informations sur la formation dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques et les opportunités offertes en matière de renforcement des capacités. Elles ont également permis aux pays en développement Parties d'identifier et de notifier leurs besoins prioritaires en termes de capacités. Cependant, il est largement admis que des lacunes importantes subsistent toujours en matière de capacités²⁶.

24. A sa réunion la plus récente, le Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques a examiné, entre autres, l'élément relatif au renforcement des capacités contenu dans la proposition de Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans ce contexte, le Groupe a examiné plus avant les indicateurs relatifs au suivi de la mise en œuvre du Plan d'action, et il a été suggéré que ces indicateurs soient intégrés dans la série plus large d'indicateurs relatifs à l'évaluation de l'application du Protocole²⁷.

25. Les Parties ont aussi commencé des travaux en matière de sensibilisation et de participation du public. Elles ont convenu d'examiner, à leur cinquième réunion, les progrès accomplis dans l'application de l'obligation prévue au paragraphe 1 a) de l'article 23, à savoir, d'encourager et de faciliter la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des OVM. D'autre part, les Parties ont convenu, à leur quatrième réunion, d'élaborer un programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public, pour examen à leur cinquième réunion (voir le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/13).

III. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DANS D'AUTRES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT

26. Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques est relativement inhabituel parmi les accords multilatéraux sur l'environnement (AME), car il contient une disposition spécifique, à l'article 35, exigeant que des évaluations de l'efficacité périodiques soient effectuées. Cette partie de la présente note examine brièvement les approches élaborées dans le cadre d'autres AME ayant procédé à une évaluation et examen sous une forme ou une autre. Dans quelques cas seulement, ces examens ont été effectués du fait que, comme dans le Protocole, l'AME en question prévoyait une disposition spécifique exigeant qu'une évaluation de l'efficacité, ou une évaluation de même type, soit effectuée²⁸. Ces examens sont parfois spécifiquement axés sur une adaptation de l'accord aux progrès techniques ou à l'évolution des connaissances scientifiques. Dans d'autres AME, les mécanismes d'évaluation de l'efficacité, en termes de progrès accomplis dans la réalisation de buts spécifiques, ont été élaborés dans le cadre d'un processus de planification stratégique, en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre d'un plan stratégique et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des buts et des objectifs fixés par ce plan. Dans certains AME, l'organe directeur, tel que la Conférence des Parties, a comme responsabilité générale d'assurer le suivi de l'application de l'accord, sans que celui-ci contienne des dispositions spécifiques sur une évaluation de l'efficacité.

²⁶ See generally, S. Johnston, C. Monagle, J. Green and R. Mackenzie, *Internationally Funded Training in Biotechnology and Biosafety: Is it Bridging the Biotech Divide*, UNU 2008.

²⁷ Rapport de la sixième réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques (UNEP/CBD/BS/LG-CB/6/3), paragraphe 12.

²⁸ Voir, par exemple, l'examen des Conventions de Bâle et de Stockholm. Sur les dix accords examinés en 2001, Raustiala a montré que trois d'entre eux (Convention de Bâle, Protocole de Montréal et Convention CITES) disposaient d'un processus d'examen de leur efficacité et que par ailleurs, un tel processus était envisagé dans le Plan stratégique de la Convention de Ramsar. Cet examen n'a pas porté sur la Convention de Stockholm. Raustiala, note 1 ci-dessus, appendice 2.

A. *Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants*

27. La Convention de 2001 sur les polluants organiques persistants (Convention de Stockholm) demande aux Parties, *inter alia*, de réduire ou d'éliminer les rejets résultant de la production et de l'utilisation de certains polluants organiques persistants. L'article 16 dispose qu'une évaluation de l'efficacité de la Convention sera effectuée quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention et périodiquement par la suite, à des intervalles décidés par la Conférence des Parties. L'article 16 demande en outre à la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm d'engager un processus visant à faciliter cette évaluation, en mettant en place des arrangements lui permettant de disposer de données de surveillance comparables sur la présence de certaines substances chimiques, ainsi que sur leur propagation dans l'environnement aux niveaux régional et mondial. L'évaluation de l'efficacité doit être effectuée sur la base des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques disponibles, y compris : des informations relatives à la surveillance, fournies dans le cadre du processus engagé au titre de l'article 16; les rapports nationaux communiqués par les Parties à la Convention de Stockholm; des informations fournies dans le cadre de la procédure de non-respect de la Convention de Stockholm, établie au titre de l'article 17²⁹.

28. Bien qu'elle se situe au début de son évolution, la Convention de Stockholm offre un modèle en cours d'élaboration en ce qui concerne l'organisation d'un processus d'évaluation de l'efficacité. Le secrétariat de la Convention de Stockholm a indiqué qu'une telle évaluation permettrait « d'aider les Parties à déterminer si les dispositions de la Convention sont suffisantes pour répondre à son objectif, ou si elles devraient être modifiées, ou si des mesures supplémentaires devraient être adoptées, ou si des activités ou projets supplémentaires devraient être menés pour compléter ou améliorer l'application de la Convention, afin de réaliser son objectif »³⁰. Le secrétariat a noté également que l'évaluation d'un programme ou d'une activité nécessite de faire une comparaison entre la situation antérieure et postérieure aux mesures qui ont été prises.

29. Pour la première évaluation, le secrétariat a cherché à établir un rapport d'évaluation de référence, en tenant compte des sources d'information disponibles identifiées dans l'article 16 de la Convention. Ces informations ont inclus les données contenues dans les 44 rapports nationaux communiqués au secrétariat avant la fin de l'année 2008³¹. L'évaluation a été basée, entre autres, sur des indicateurs identifiés pour des dispositions spécifiques de la Convention, notamment son objectif, et a intégré des indicateurs de résultat associés à cet objectif, ainsi que des indicateurs de processus pour tenir compte des mesures ou initiatives prises³². Le secrétariat a indiqué que la compilation des données avait été limitée par plusieurs facteurs, y compris le petit nombre de rapports communiqués, des différences entre les Parties dans la façon de présenter les informations, le manque d'informations précises fournies par le biais du modèle d'établissement des rapports nationaux, et le fait que certaines Parties n'ont pas utilisé le système de communication électronique pour soumettre leur rapport³³.

30. La Conférence des Parties à la Convention de Stockholm a terminé sa première évaluation de l'efficacité de la Convention à sa quatrième réunion, en mai 2009. Elle a indiqué que le document établi par le secrétariat pour cette réunion comprenait la première évaluation effectuée au titre de l'article 16, et que les informations compilées sur la surveillance de l'environnement et les informations contenues dans les rapports nationaux soumis par les Parties pourraient être utilisées comme référence, à des fins de comparaison dans le cadre des futures évaluations. La Conférence des Parties a noté que les procédures

²⁹ Il convient de noter que la procédure de non-respect établie au titre de la Convention de Stockholm n'a pas encore été finalisée. Voir la décision SC-4/33 de la Conférence des Parties sur les procédures et les mécanismes relatifs au respect des obligations, prévus au titre de la Convention de Stockholm (UNEP/POPS/COP.4/38).

³⁰ Note du secrétariat sur l'évaluation de l'efficacité (UNEP/POPS/COP.4/30), paragraphe 2.

³¹ *Ibid*, paragraphes 7 à 9.

³² *Ibid*, paragraphe 10.

³³ *Ibid*, paragraphe 92.

afférentes à la phase d'évaluation de l'efficacité n'avaient pas encore été définies. Elle a créé un Groupe travail spécial sur l'évaluation de l'efficacité, composé de dix experts en évaluation de programmes, nommés par les Parties (deux experts pour chaque région des Nations Unies), et chargé d'élaborer des propositions pour les futures évaluations, notamment la façon dont les informations disponibles devraient être évaluées, les exigences en matière de données, des propositions de modification du modèle d'établissement des rapports, et des indicateurs. La Conférence des Parties a fixé des échéances pour ce processus; elle examinera les procédures proposées pour les futures évaluations à sa cinquième réunion, en 2011³⁴. Le Groupe de travail spécial sur l'évaluation de l'efficacité a tenu sa première réunion en novembre 2009.

B. Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

31. La Convention de Bâle de 1989 réglemente les mouvements transfrontières de déchets dangereux. Le paragraphe 7 de l'article 15 de la Convention dispose que la Conférence des Parties doit entreprendre, trois ans après l'entrée en vigueur de la Convention et par la suite au moins tous les six ans, une évaluation de l'efficacité de la Convention. Plus spécifiquement, le paragraphe 7 de l'article 15 demande à la Conférence des Parties d'examiner si elle juge nécessaire d'adopter une interdiction totale ou partielle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, à la lumière des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques les plus récentes. Il a été noté que la première évaluation de l'efficacité a été effectuée par un consultant en 1995, et qu'elle a été axée sur la question de savoir si l'application de la Convention était sur « la bonne voie »³⁵; il a été jugé prématuré, en effet, d'évaluer l'efficacité de la Convention à ce stade, en termes de réalisation de ses objectifs³⁶.

32. L'évaluation de l'efficacité de la Convention de Bâle semble être intégrée aujourd'hui dans le cadre stratégique évolutif de la Convention³⁷. La Conférence des Parties a adopté un Plan stratégique pour la période 2002-2010³⁸, et un nouveau cadre stratégique est actuellement examiné pour la période d'après 2010, en vue de son adoption par la Conférence des Parties à sa dixième réunion en 2011. Un récent projet de document de réunion relatif au nouveau cadre stratégique indique que « 20 ans après l'adoption de la Convention, les Parties continuent d'être confrontées à des difficultés pour évaluer son efficacité. La principale source d'un tel handicap est liée aux carences dans la collecte des données et l'établissement des rapports, et l'absence d'indicateurs convenus d'un commun accord pour évaluer l'efficacité »³⁹. Le document de réunion reconnaît le besoin d'améliorer le cadre relatif à l'évaluation de l'efficacité de la Convention et l'examen de son application. Parmi les éléments proposés pour le nouveau projet de cadre stratégique, figurent des buts, des objectifs et des mesures spécifiques, ainsi que des indicateurs connexes⁴⁰.

³⁴ Décision SC-4/32, UNEP/POPS/COP.4/38, 8 mai 2009. Pour faciliter l'évaluation de l'efficacité effectuée au titre de l'article 16, la Conférence des Parties a également adopté un plan mondial de surveillance des polluants organiques persistants. Décisions SC-2/13 et SC-3/19.

³⁵ K. Raustiala, *Reporting and Reviewing Institutions in 10 Multilateral Environmental Agreements*, UNEP 2001, at 41.

³⁶ Raustiala signale, *ibid*, note 100, que cette évaluation figure dans le document UNEP/CHW.3/Inf.7. Ce document n'a pas été disponible aux fins d'établissement du présent rapport et n'a pas été examiné.

³⁷ Communication par courriel avec le secrétariat de la Convention de Bâle.

³⁸ Décision VI/1, UNEP/CHW.6/40, 10 février 2003.

³⁹ *Nouveau cadre stratégique pour l'application de la Convention de Bâle pour la période 2011-2020*, Projet 2 du document de réunion, 10 novembre 2009, disponible à l'adresse : <http://www.basel.int/stratplan/index.html>. Il convient de souligner, comme l'indique son titre, que le document est seulement un projet de document de réunion et qu'il reste ouvert aux commentaires apportés par les Parties et les parties prenantes. Il constitue un élément du processus consultatif relatif à l'élaboration du nouveau cadre stratégique pour la période 2011-2020.

⁴⁰ *Ibid*, p.10 et seq.

C. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

33. La Convention CITES ne contient pas de dispositions spécifiques relatives à une évaluation de l'efficacité de la Convention. Cependant, l'article XI.3 demande à la Conférence des Parties, lors de ses sessions, de procéder à un examen d'ensemble de l'application de la Convention, et son alinéa e) prévoit que la Conférence des Parties peut, « selon qu'il convient, faire des recommandations visant à améliorer l'application de la Convention ».

34. En 1996, conformément à une décision de la neuvième session de la Conférence des Parties à l'intention du Comité permanent de la CITES, une étude sur l'amélioration de l'efficacité de la Convention a été effectuée par consultant⁴¹. Les principaux objectifs de cet examen ont été d'évaluer dans quelle mesure les objectifs de la Convention avaient été réalisés, et quels progrès avaient été accomplis depuis l'adoption de la Convention CITES et, tout particulièrement, d'identifier les carences et les exigences requises pour renforcer la Convention et aider à planifier l'avenir⁴². Une des recommandations du rapport a concerné l'élaboration d'un plan stratégique pour la CITES. C'est ainsi qu'une « vision stratégique pour 2005 » et un Plan d'action ont été adoptés à la onzième session de la Conférence des Parties à la CITES, en 2000. La période couverte par cette vision stratégique a été prorogée jusqu'en 2007. La vision stratégique pour 2008-2013 énonce des buts et des objectifs pour la CITES; des indicateurs de progrès accomplis dans la réalisation de différents objectifs ont été élaborés par la suite⁴³. Conformément aux objectifs stratégiques, les indicateurs sont essentiellement axés sur des processus et mettent l'accent sur les mesures qui ont été prises par les Parties pour appliquer les dispositions de la Convention et les résolutions et décisions connexes de la Conférence des Parties.

D. Observations

35. Le bref examen des trois AME effectué ci-dessus montre qu'il existe une diversité d'expérience concernant les évaluations de l'efficacité et les examens de plan stratégique effectués dans le cadre d'autres AME, sur lesquelles pourraient s'appuyer les futures évaluations et les processus d'examen menés au titre de l'article 35 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans certains cas, cependant, ces procédures et mécanismes viennent tout juste d'être mis au point ou sont encore en train d'être élaborés. Il convient aussi de garder à l'esprit le fait que les AME susmentionnés se distinguent du Protocole de plusieurs manières importantes, en ce qui concerne leurs objectifs et les techniques de réglementation utilisées⁴⁴. Ainsi, les processus spécifiques d'évaluation de l'efficacité ou de l'application d'un traité ne seront peut-être pas transposables ou appropriés pour le Protocole. Cependant, il sera utile d'examiner si les composantes de ces approches pourraient aboutir à une meilleure compréhension des processus d'évaluation et d'examen du Protocole. D'une manière générale, on notera que les autres AME sont confrontés à des difficultés en ce qui concerne l'évaluation de leur efficacité, souvent en raison d'un manque de ressources et de capacités des Parties au niveau

⁴¹ CITES Doc. 10.20, *Evolution of the Convention: How to Improve the Effectiveness of the Convention, Comments from Parties and Organizations on the Study*, and Doc 10.21 *Evolution of the Convention: How to Improve the Effectiveness of the CITES, Consideration of the Recommendations arising from the Study*.

⁴² Résolution 14.2 de la Conférence des Parties à la CITES, *Vision stratégique pour la CITES pour la période 2008-2013*, Annexe, Introduction générale.

⁴³ CITES, *Indicateurs relatifs aux objectifs contenus dans la vision stratégique de la CITES : 2008-2013*, disponible à l'adresse <http://www.cites.org/eng/news/E-SV-indicateurs.pdf>. Voir aussi CITES Doc. SC57 Doc. 9.

⁴⁴ A titre d'exemple, alors que certains AME, comme le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, cherchent à contrôler d'une manière ou d'une autre les mouvements transfrontières de certains produits, afin d'empêcher leurs effets défavorables sur l'environnement, d'autres AME prévoient expressément une réduction ou élimination à terme de la production et/ou consommation de certaines substances. A titre d'exemple, une mesure des changements intervenus dans la fabrication, l'importation et l'exportation de polluants organiques persistants posera inévitablement des difficultés méthodologiques différentes qu'une évaluation des incidences des OVM sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

national, de l'absence d'une définition commune convenue ou d'un cadre relatif à l'évaluation de l'efficacité, et des séries de données inadéquates ou incomplètes sur lesquelles peuvent se baser les évaluations⁴⁵.

IV. PLAN STRATÉGIQUE DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

36. Outre les processus examinés plus haut, la Convention sur la diversité biologique a adopté un Plan stratégique et élaboré un cadre pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des buts de ce plan stratégique, notamment l'objectif de 2010 pour la diversité biologique⁴⁶. Le Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique a été adopté par la Conférence des Parties en 2002⁴⁷, et un Plan actualisé et révisé pour la période 2011-2020 sera examiné et éventuellement adopté par la Conférence des Parties, à sa dixième réunion en octobre 2010. En 2004, la Conférence des Parties a élaboré un cadre relatif à des buts et objectifs, comprenant des indicateurs provisoires dans sept domaines cibles, en vue d'évaluer l'état et les tendances de la diversité biologique et les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de 2010⁴⁸. Ces indicateurs ont été examinés plus avant et affinés à la huitième réunion de la Conférence des Parties⁴⁹. Le Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité pour 2010⁵⁰ œuvre actuellement à mettre au point des indicateurs et à générer des informations sur les tendances de la diversité biologique, afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de 2010 pour la diversité biologique.

37. Au moment où l'attention se tourne vers la révision du Plan stratégique de la Convention pour la période d'après 2010, l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs de diversité biologique et la question de savoir si des indicateurs modifiés ou des nouveaux indicateurs peuvent s'avérer nécessaires font actuellement l'objet d'un examen plus poussé. Un atelier d'experts tenu en juillet 2009 a recommandé, entre autres, la modification et la simplification de la série d'indicateurs mondiaux actuelle et l'élaboration de mesures supplémentaires pour gérer les menaces pesant sur la diversité biologique⁵¹. Dans sa forme actuelle, le Plan stratégique comprend 20 objectifs directeurs, structurés autour de cinq buts stratégiques. Les buts et les objectifs incluent des aspirations à réaliser à l'échelle mondiale et un cadre souple pour établir des objectifs nationaux ou régionaux. Les Parties doivent établir leurs propres objectifs au sein du cadre mondial, compte tenu de leurs besoins et priorités nationaux. Les Parties doivent aussi assurer un suivi et examiner la mise en œuvre de leurs stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique, conformément au Plan stratégique pour la période 2011-2020 et à leurs objectifs nationaux, en utilisant la série d'indicateurs élaborée pour le Plan stratégique, et doivent faire rapport à la Conférence des Parties, par le biais de leurs cinquième et sixième rapports nationaux et par tout autre moyen décidé par la Conférence des Parties⁵².

⁴⁵ Le PNUE a également effectué des travaux sur l'efficacité des AME, en mettant l'accent en particulier sur les questions de respect des obligations et de contrôle de leur respect, E. Mrema and C. Bruch, *Manual on Compliance with and Enforcement of Multilateral Environmental Agreements* (2006).

⁴⁶ Les Parties à la Convention se sont engagées à parvenir, d'ici à 2010, à une réduction importante du rythme actuel d'appauvrissement de la diversité biologique à l'échelle mondiale, régionale et nationale, comme contribution à la réduction de la pauvreté et au profit de toutes les formes de vie sur Terre. Cet objectif est appelé l'objectif de 2010 pour la diversité biologique.

⁴⁷ Décision VI/26 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

⁴⁸ Décision VII/30 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

⁴⁹ Décision VIII/15 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

⁵⁰ www.twentyten.net.

⁵¹ UNEP/WCMC/Post2010/0709/10, *UNEP WCMC/CBD International Expert Workshop on the 2010 Biodiversity Indicators and Post-2010 Indicator Development, 6-8 July 2009, Workshop Report*, disponible à l'adresse: <http://www.cbd.int/doc/reunions/ind/emind-02/official/emind-02-0709-10-workshop-report-en.pdf>.

⁵² Rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, sur les travaux de sa troisième réunion (UNEP/CBD/COP/10/4).

V. ÉVALUER L'EFFICACITÉ DU PROTOCOLE AU TITRE DE L'ARTICLE 35 : NATURE ET CHAMP D'APPLICATION

38. Comme indiqué dans la partie introductive du présent document, bien que l'article 35 demande aux Parties d'effectuer des évaluations périodiques de l'efficacité du Protocole, il ne fournit aucune orientation sur la façon dont ces évaluations devraient être effectuées, ni sur la nature ou le champ d'application des évaluations, sauf à indiquer qu'elles devraient comprendre une évaluation des procédures et des annexes du Protocole. L'expérience acquise dans le cadre d'autres AME et au titre de la Convention sur la diversité biologique montre qu'il existe différents moyens de structurer et de procéder à ces évaluations ou mesures des progrès accomplis, et que la pratique dans ce domaine est évolutive.

39. En 2006, avant le premier examen de l'article 35 par les Parties, à leur troisième réunion, le secrétariat a soulevé la question de savoir si « on disposait de suffisamment de données d'expérience acquises par les Parties, pour qu'une évaluation de l'efficacité du Protocole effectuée dans les prochaines années soit appropriée et opportune »⁵³. Le secrétariat a aussi noté des difficultés en ce qui concerne l'identification et l'attribution d'un impact spécifique du Protocole, en termes d'encouragement et de contribution à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique⁵⁴.

40. Les communications des Parties et des gouvernements soumises avant la quatrième réunion des Parties ont révélé des différences de points de vue sur la nature et le champ d'application appropriés pour l'évaluation et l'examen effectués au titre de l'article 35⁵⁵. Alors que certaines Parties semblaient indiquer que l'examen devrait être axé sur l'application des dispositions du Protocole, notamment celles relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause, d'autres Parties ont suggéré de mettre davantage l'accent sur le taux de réalisation de l'objectif du Protocole. Plusieurs Parties ont reconnu que le Protocole était encore dans sa phase initiale, que le taux d'application de ses dispositions restait faible, et qu'il serait donc difficile ou prématuré d'évaluer pleinement son efficacité⁵⁶. De nombreuses Parties ont indiqué que le manque de capacités limitait l'application du Protocole.

41. Plusieurs Parties et gouvernements ont aussi émis des suggestions avant la quatrième réunion des Parties, concernant des indicateurs et/ou critères éventuels permettant d'évaluer l'efficacité du Protocole⁵⁷. De nombreuses suggestions ont été axées sur l'application de cadres relatifs à la prévention des risques biotechnologiques au niveau national, en particulier l'existence et l'application de cadres réglementaires nationaux, y compris l'évaluation des risques et la gestion des risques. Plusieurs suggestions ont porté sur les questions de capacité et l'identification des difficultés d'application; d'autres suggestions ont souligné le rôle du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et le nombre de communications transmises à celui-ci. D'autres suggestions encore ont concerné l'élaboration d'indicateurs spécifiques pour mesurer les résultats du Protocole, en termes de réalisation de son objectif.

42. Comme l'ont noté les Parties dans la décision IV/15, les premiers rapports nationaux ont révélé que dans de nombreuses Parties, on se situe au tout début de l'application du Protocole. En effet, à plusieurs égards, comme l'a indiqué le Comité chargé du respect des obligations, il est encore difficile de

⁵³ UNEP/CBD/BS/COP-MOP/3/13, paragraphe 10. Sur la base des examens effectués à cette période, le document a signalé qu'un nombre relativement élevé de Parties se trouvaient alors « encore à différents niveaux de ce que l'on pourrait appeler une phase préparatoire, en vue de la pleine application du Protocole. » *Ibid*, paragraphe 7.

⁵⁴ *Ibid*, paragraphes 11-12.

⁵⁵ Voir la compilation des communications de points de vue sur l'évaluation et l'examen (article 35) (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/INF/10), préparée pour la quatrième réunion des Parties.

⁵⁶ Voir la synthèse des communications établie par le secrétariat de la CDB pour la quatrième réunion des Parties (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/14).

⁵⁷ Voir la compilation des communications de points de vue sur l'évaluation et l'examen (article 35) (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/INF/10), préparée pour la quatrième réunion des Parties, paragraphes 19-25.

déterminer avec certitude l'état d'application du Protocole au niveau national, puisque plusieurs Parties n'ont pas encore communiqué leurs premiers rapports nationaux⁵⁸.

43. A ce jour, il est difficile de conclure que la situation a changé, en ce qui concerne l'état d'application du Protocole, par rapport à la situation décrite dans les premiers rapports nationaux. De nombreuses lois nationales figurant dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques sont toujours au stade de projet de cadres relatifs à la prévention des risques biotechnologiques. Sans une recherche plus poussée menée dans chaque Partie, il n'est pas possible d'établir avec certitude le nombre de Parties qui ont finalisé, adopté et/ou appliqué leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques depuis la quatrième réunion des Parties, lorsque l'analyse des premiers rapports nationaux a été examinée, ni le nombre de Parties qui sont en mesure de les appliquer en pratique. Bien qu'il y ait eu des développements dans l'application du Protocole en droit interne, le manque de données précises à ce sujet et les préoccupations continues exprimées au sujet du manque de capacités au niveau national suggèrent qu'il n'y a pas eu d'amélioration substantielle du taux d'application du Protocole depuis 2008.

44. A la lumière de ce qui précède, il est possible de conclure qu'en principe, une évaluation de l'efficacité du Protocole devrait mesurer si, ou dans quelle mesure le Protocole a atteint son objectif; en pratique, cependant, la deuxième évaluation de l'efficacité devrait principalement servir à fournir une vue d'ensemble de l'état d'application du Protocole et de son impact à ce jour, en établissant un cadre pour l'échange d'informations, l'évaluation des risques et les processus décisionnels relatif aux mouvements transfrontières d'OVM. Ce cadre pourrait constituer une base de référence, au regard de laquelle pourraient être mesurées les futures améliorations de l'application du Protocole, et sur laquelle pourraient s'appuyer les futures évaluations de l'efficacité du Protocole, en vue de parvenir à l'objectif du Protocole.

45. On pourrait arguer qu'une telle approche risque de faire double emploi avec la fonction du système existant de surveillance de l'application du Protocole, qui repose sur le processus d'établissement des rapports nationaux. En effet, il est suggéré dans la partie VI ci-dessous que les rapports nationaux constituent les principaux mécanismes de collecte des données pour l'évaluation. Cependant, il semble prématuré de chercher à évaluer l'efficacité du Protocole en termes de ses résultats, à savoir, son impact sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine; en effet, il apparaît clairement qu'à de nombreux égards, les procédures et les mécanismes réglementaires requis au titre du Protocole n'ont pas encore été mis en place. Dans de telles circonstances, il ne sera peut-être pas possible d'attribuer au Protocole des incidences, ou l'évitement d'incidences des OVM sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique⁵⁹.

46. L'approche proposée n'ignore pas le fait qu'on pourrait observer, et de fait, qu'on devrait observer des nouvelles améliorations dans la vue d'ensemble de l'application du Protocole en 2010-2012, période au cours de laquelle il est envisagé d'effectuer la deuxième évaluation de l'efficacité. Nonobstant la proposition faite que la deuxième évaluation soit principalement axée sur une évaluation de l'état d'application du Protocole, d'autres options suggérées seront mises en avant dans le reste du présent document de travail, en vue d'élaborer un processus permettant de s'orienter vers une évaluation plus axée sur les résultats dans l'avenir. Si les Parties jugent que cela est opportun et approprié, à leur cinquième réunion, certains de ces éléments pourraient être intégrés dans le deuxième processus d'évaluation.

⁵⁸ L'échéance fixée pour la communication des premiers rapports nationaux au titre du Protocole était le 11 septembre 2007. A cette date, seulement 50 premiers rapports nationaux avaient été communiqués, sur les 141 Parties au Protocole en septembre 2007. A ce jour, 89 premiers rapports nationaux ont été communiqués, sur les 159 Parties au Protocole.

⁵⁹ Ceci ne signifie pas qu'une évaluation des progrès accomplis dans l'application de l'article 1 pourra être effectuée seulement après que chaque Partie a pleinement appliqué ses obligations au titre du Protocole, mais plutôt, qu'une évaluation de l'application du Protocole constituera sans doute toujours une composante de l'évaluation de l'efficacité et, qu'à ce stade de l'existence du Protocole, elle sera la principale composante de cette évaluation.

VI. ÉLÉMENTS ÉVENTUELS D'UNE MÉTHODOLOGIE POUR LA DEUXIÈME ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ

47. Sur la base de l'examen effectué ci-dessus, la présente partie énonce les éléments éventuels d'une méthodologie pour la deuxième évaluation de l'efficacité effectuée au titre de l'article 35. Elle examine: le moment choisi pour l'évaluation; son champ d'application; une série d'indicateurs susceptibles d'être utilisés comme base de l'évaluation; des mécanismes de collecte des données pour l'évaluation et pour l'analyse des données.

A. Moment choisi

48. La première évaluation effectuée au titre de l'article 35 a été examinée à la réunion des Parties en 2008, cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole; cependant, comme indiqué au paragraphe 2 ci-dessus, il a été jugé que l'expérience de terrain acquise par les Parties n'était pas suffisante pour constituer la base d'une évaluation et d'un examen efficaces du Protocole. Conformément aux dispositions de l'article 35, les futures évaluations de l'efficacité doivent être effectuées au moins tous les cinq ans. Par conséquent, la prochaine évaluation devrait être effectuée avant 2013. En supposant que l'intervalle de temps actuel entre les réunions des Parties reste inchangé, la sixième réunion des Parties devrait se tenir en 2012 et la septième réunion en 2014. Cela signifie que la deuxième évaluation de l'efficacité devrait être effectuée par les Parties à leur sixième réunion, en 2012.

49. Comme nous l'examinerons dans plus de détails ci-dessous, il est suggéré de recueillir les données de l'évaluation principalement par le biais des deuxièmes rapports nationaux soumis par les Parties au Protocole. Dans la décision BS-I/9, les Parties ont décidé que les rapports nationaux devraient être soumis tous les quatre ans, et qu'ils devraient être communiqués 12 mois avant la réunion des Parties au cours de laquelle ils seraient examinés. Les premiers rapports nationaux ont été communiqués en septembre 2007, pour examen à la quatrième réunion des Parties en 2008; si l'on suit l'approche préconisée dans la décision BS-I/9, ceci implique que les deuxièmes rapports nationaux devraient être soumis en 2011, pour examen par les Parties à leur réunion en 2012.

50. Bien que de tels délais impartis pour l'établissement des rapports nationaux correspondent, en principe, aux délais impartis pour la deuxième évaluation de l'efficacité, il convient de reconnaître que ces délais pourraient poser des difficultés pour les Parties, en termes de communication des rapports dans les délais impartis⁶⁰, et poser problème pour le secrétariat ou d'autres entités semblables susceptibles d'être chargées de compiler et d'analyser les données d'évaluation pertinentes, pour examen par les Parties.

B. Champ d'application

52. Pour les raisons indiquées dans la partie V ci-dessus, il est suggéré que la deuxième évaluation de l'efficacité soit principalement axée sur une évaluation de l'état d'application des dispositions, des procédures et des mécanismes essentiels du Protocole. La deuxième évaluation devrait donc établir une série de données de référence, au regard desquelles les futurs progrès accomplis dans l'application et l'efficacité du Protocole pourraient être mesurés de manière plus fiable, mais aussi, au regard desquelles les progrès accomplis dans l'application du Plan stratégique proposé pour le Protocole pourraient être évalués. Ainsi, en mettant au point une liste préliminaire de projet d'indicateurs, pour examen par les Parties, l'accent a été mis sur l'application de certains éléments fondamentaux du Protocole en droit interne (voir l'annexe au présent document). La liste préliminaire de projet d'indicateurs figurant dans l'annexe a été utilisée également comme base pour l'élaboration d'une série d'indicateurs de résultat pour

⁶⁰ Document UNEP/CBD/BS/CC/5/2; l'analyse révisée des informations contenues dans les premiers rapports nationaux, préparée par le Secrétaire exécutif pour la cinquième réunion du Comité chargé du respect des obligations, indique que, compte tenu du faible taux de communication des premiers rapports nationaux dans les délais impartis, les Parties souhaiteront peut-être examiner les délais impartis pour l'établissement des rapports dans la décision BS-I/9 (paragraphe 98 o)).

le plan stratégique proposé; cette liste est prise en compte également dans le modèle proposé pour les deuxièmes rapports nationaux. La deuxième évaluation fournit, en plus d'une vue d'ensemble de l'application du Protocole, une plateforme pour l'élaboration éventuelle d'une série d'indicateurs de résultat, afin de pouvoir commencer à évaluer l'efficacité du Protocole, en termes de réalisation de l'objectif prévu à l'article 1.

C. Collecte de données/sources d'information

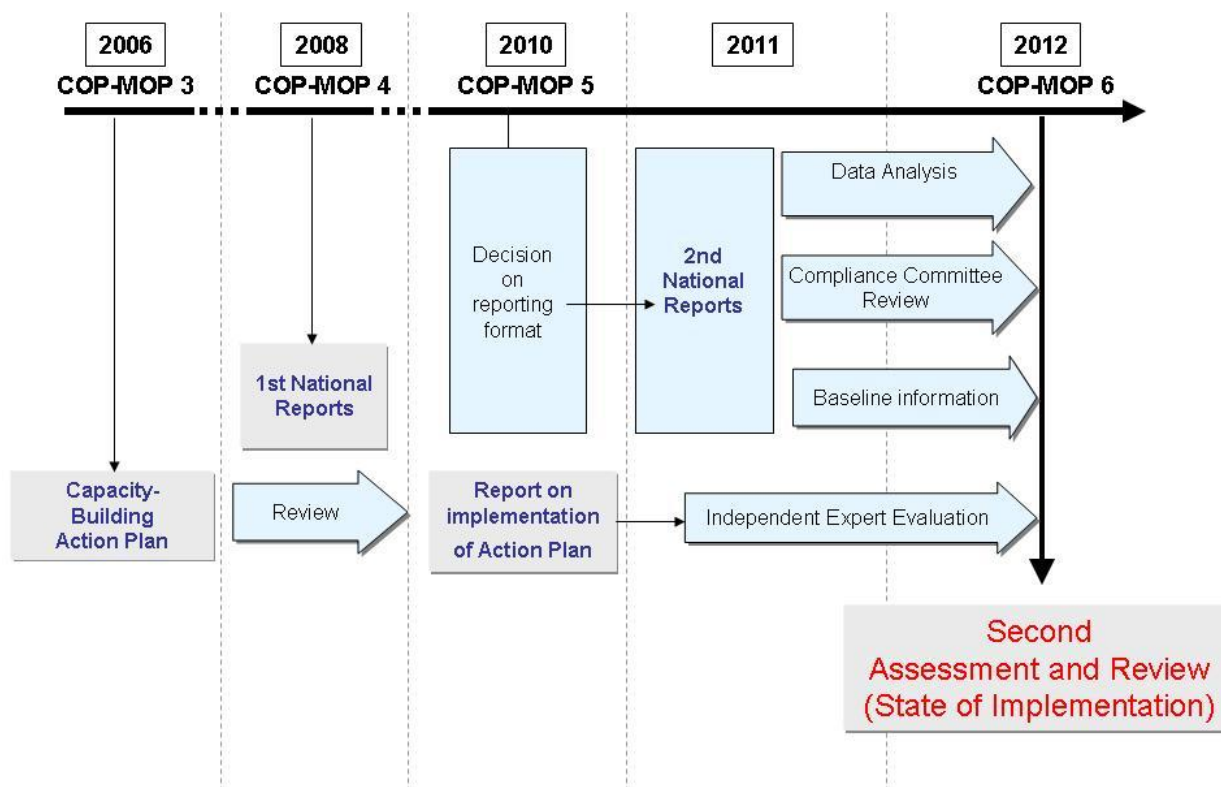
53. La méthodologie proposée pour la deuxième évaluation de l'efficacité s'appuie essentiellement sur la collecte d'informations par le biais des deuxièmes rapports nationaux (voir la figure 1 ci-dessous). Ceci implique que le modèle retenu pour l'établissement des deuxièmes rapports nationaux, qui doit être adopté par les Parties à leur cinquième réunion, intègre des indicateurs pertinents pour l'évaluation.

54. Cependant, le fait que les rapports nationaux constituent la principale de source de données signifie que la deuxième évaluation de l'efficacité dépendra largement d'une transmission complète et dans les délais impartis des deuxièmes rapports nationaux par les Parties. Or, il convient de reconnaître que l'expérience de communication des premiers rapports nationaux suggère que les difficultés rencontrées lors la première évaluation pourraient se reproduire si les deuxièmes rapports nationaux sont transmis tardivement ou ne sont pas transmis.

55. D'autres sources d'information incluront sans doute le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et d'autres bases de données pertinentes dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques, les rapports du Comité chargé du respect des obligations, le mécanisme de coordination du renforcement des capacités, et d'autres organisations internationales et régionales spécialisées dans les questions de prévention des risques biotechnologiques.

56. La collecte et la compilation des données pourraient être effectuées par le secrétariat.

Fig.1 Second Assessment and Review Process
Establishing a Global Picture for the State of Implementation of the Protocol



D. Analyse des données

57. Plusieurs options peuvent être examinées pour mener la phase d'analyse des données de l'évaluation. Comme indiqué dans la partie III ci-dessus, certains AME se sont appuyés sur leurs secrétariats pour compiler et analyser les données, aux fins d'évaluation de l'efficacité et autres exercices connexes; d'autres AME ont créé des groupes de travail d'experts ou des groupes spéciaux d'experts; dans certains cas, des consultants externes ont été employés pour effectuer l'évaluation. Chacune de ces options pourrait être examinée en vue de l'évaluation du Protocole. Une autre option pourrait être de déléguer la charge d'effectuer l'évaluation de l'efficacité au Comité chargé du respect des obligations, lequel examine déjà lors de ses réunions les questions générales relatives au respect des obligations.

58. Le secrétariat pourrait être chargé d'effectuer une première analyse des informations recueillies dans le cadre du processus d'évaluation. Cependant, il serait souhaitable de créer rapidement un petit groupe spécial d'experts participant à l'évaluation et, le moment opportun, chargé de commencer à examiner et à assurer la cohérence et l'utilité de la série d'indicateurs pour les deuxièmes rapports nationaux et le plan stratégique, aux fins de la troisième évaluation de l'efficacité et des évaluations ultérieures.

59. Puisque le Comité chargé du respect des obligations examine aussi les questions générales relatives au respect des obligations lors de ses réunions⁶¹, il serait possible d'envisager que le Comité chargé du respect des obligations soit aussi chargé d'effectuer l'évaluation de l'efficacité du Protocole. Le

⁶¹ Décision BS-I/7, annexe, partie III, paragraphe 1 d).

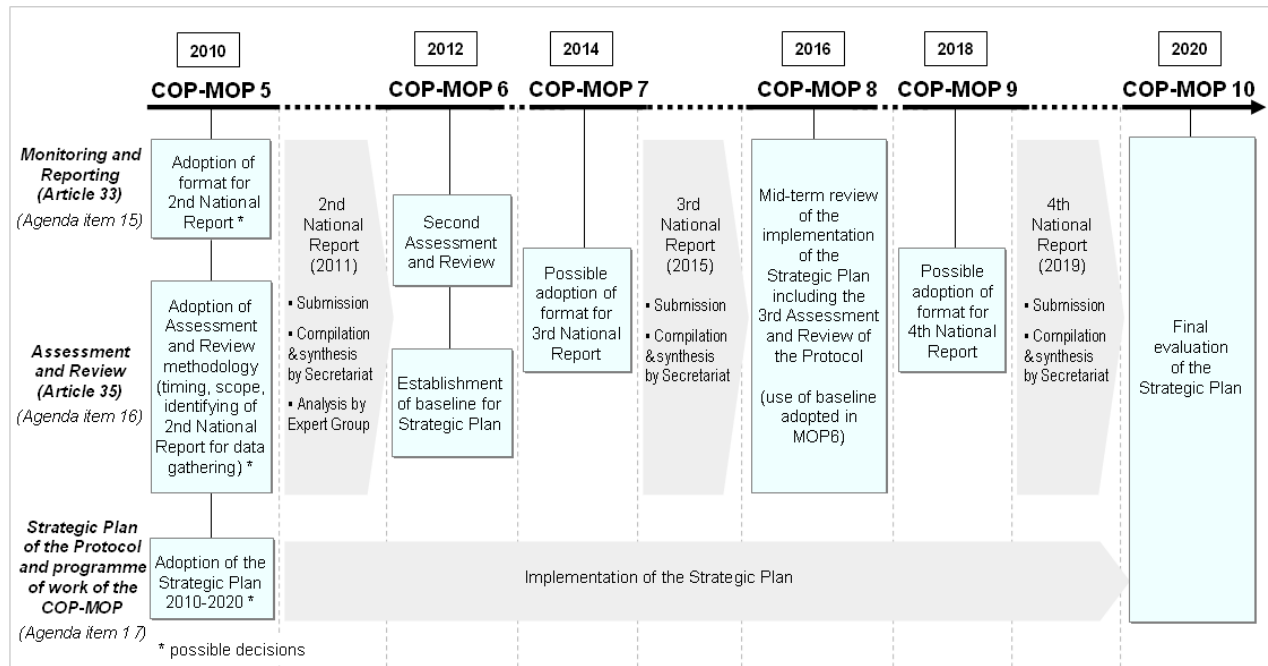
mandat du Comité chargé du respect des obligations, tel qu'énoncé dans la décision BS-I/7, précise qu'en plus des fonctions spécifiques énoncées dans cette décision, le Comité remplira toute autre fonction qui lui sera assignée par les Parties. On pourrait arguer, cependant, qu'un tel rôle ne serait pas approprié pour le Comité, puisque celui-ci est chargé également d'examiner les cas individuels de non-respect des obligations. L'évaluation de l'efficacité du Protocole ne traite pas du respect des obligations par chacune des Parties, mais plutôt, de l'application générale et de l'impact du Protocole. En supposant que dans l'avenir, les cas individuels de non-respect seront portés devant le Comité, il serait peut-être plus approprié de séparer les fonctions d'examen du respect des obligations et celles de l'évaluation de l'efficacité.

E. Intégration de l'établissement des rapports, de l'évaluation de l'efficacité et du processus de planification stratégique dans le Protocole

60. Il est envisagé que les Parties puissent examiner et adopter, à leur cinquième réunion, un Plan stratégique pour le Protocole, comprenant des indicateurs spécifiques permettant d'assurer un suivi des progrès accomplis. Si tel est le cas, il serait peut-être utile d'examiner la possibilité d'intégrer les futures évaluations de l'efficacité dans les processus de suivi et d'examen mis en place pour le plan stratégique. Sous réserve, bien sûr, du contenu final du plan stratégique, une telle approche semblerait à priori satisfaire aux exigences de l'article 35. Cette approche permettrait aussi de mieux cibler certains aspects du contenu des exigences relatives à l'établissement des rapports nationaux, ainsi que les délais impartis pour l'établissement des rapports nationaux dans le cadre du processus d'évaluation et de suivi. Sur le plan pratique, une telle approche pourrait donner l'occasion de faire des économies dans la collecte et l'analyse des données, et pourrait réduire la charge pesant sur les Parties en matière d'établissement des rapports.

61. Le modèle proposé pour les deuxièmes rapports nationaux (voir le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/14) engage d'ores et déjà un tel processus, en englobant des questions plus générales relatives à l'application du Protocole en droit interne. Ce modèle vise à servir de source d'information adéquate pour le processus d'évaluation et d'examen, mais aussi, à réduire la charge pesant sur les Parties, en cherchant à éviter d'avoir besoin de nouvelles exigences de collecte distincte de données dans l'avenir. La figure 2 ci-dessous présente des connections éventuelles entre le processus d'établissement des rapports nationaux, le processus d'évaluation et d'examen, et le Plan stratégique, depuis la cinquième jusqu'à la dixième réunion des Parties.

Figure 2. Connexions éventuelles entre les rapports nationaux, l'évaluation et examen, et le Plan stratégique



F. Indicateurs

62. L'annexe au présent document contient un projet de série d'indicateurs essentiels pour la deuxième évaluation de l'efficacité du Protocole. Comme indiqué plus haut, la série d'indicateurs se base sur une approche selon laquelle la deuxième évaluation devrait être principalement axée sur une évaluation de l'application générale des dispositions du Protocole en droit interne. Le but de l'élaboration de ce projet d'indicateurs est, à ce stade, de stimuler des débats sur la question de savoir si une telle approche est adéquate et utile.

63. Plusieurs principes et hypothèses ont influencé l'élaboration de l'annexe au présent document. Tout d'abord, comme indiqué dans la partie V ci-dessus, on part de l'hypothèse selon laquelle l'efficacité des dispositions de fond et des annexes du Protocole, en termes de réalisation de l'objectif prévu à l'article 1, pourra être évaluée seulement après que les procédures et les mécanismes fondamentaux relatifs à l'application du Protocole ont été mis en place, d'où l'accent mis sur l'application en droit interne pour l'instant.

64. Deuxièmement, on soulignera que le but du processus d'évaluation et d'examen n'est pas d'évaluer l'application du Protocole par des Parties ou des régions prises individuellement, ni de faire double emploi avec les travaux du Comité chargé du respect des obligations, en ce qui concerne les cas éventuels de non-respect des obligations. Le but de l'évaluation et l'examen est plutôt de déterminer l'état d'application général du Protocole, à savoir, de déterminer dans quelle mesure les procédures requises pour appliquer les éléments fondamentaux du Protocole ont été mises en place.

65. Troisièmement, l'évaluation et l'examen ne visent pas à faire double emploi avec l'analyse des rapports nationaux. Cet examen contiendra des informations sur un plus large éventail de questions et d'activités.

66. Quatrièmement, dans le cadre de l'élaboration de l'annexe au présent document, une considération essentielle a été de mettre l'accent sur un petit nombre d'indicateurs seulement, pour

/...

lesquels des informations devraient être facilement disponibles et mesurables, par le biais du processus d'établissement des rapports ou d'autres sources d'information disponibles. Une telle approche tient compte de la nécessité de s'appuyer sur des sources d'informations existantes, et de ne pas faire peser une charge excessive sur les Parties, en ce qui concerne les exigences relatives à l'établissement des rapports. Ceci étant dit, il sera peut-être nécessaire, pour certains indicateurs proposés, d'examiner davantage quelles sont les sources de données fiables disponibles.

67. Cinquièmement, afin de limiter le nombre d'indicateurs à un nombre plus facile à gérer, l'annexe a été axée sur certaines obligations fondamentales prévues au titre du Protocole, excluant donc pour l'instant les autres obligations. Il est possible que les points de vue divergent, sur la question de savoir quels sont les éléments du Protocole qui feront plus utilement l'objet d'une évaluation à ce stade, et il conviendra peut-être de modifier la liste figurant dans l'annexe, pour tenir compte de ces points de vue. Le cadre établi dans l'annexe met l'accent sur les éléments suivants:

- a) La mise en place de procédures d'accord préalable en connaissance de cause (ou de cadres réglementaires nationaux compatibles avec le Protocole) pour les mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- b) Le caractère opérationnel et le fonctionnement des procédures d'accord préalable en connaissance de cause (ou des cadres réglementaires nationaux compatibles avec le Protocole) pour les mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- c) L'existence et le caractère opérationnel des procédures relatives à l'évaluation des risques;
- d) L'existence et le caractère opérationnel des procédures relatives aux mesures et à une surveillance appropriées de la gestion des risques;
- e) Les procédures et les capacités d'identification et de gestion des mouvements transfrontières illicites d'OVM;
- f) Les procédures et les capacités d'évitement et de gestion des mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM, y compris les procédures de notification et les mesures d'urgence;
- g) La mise en œuvre adéquate des exigences du Protocole en matière de manipulation, transport, emballage et identification des OVM;
- h) Les procédures et les capacités d'échange d'information par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;
- i) Les procédures et les mesures d'encouragement à la sensibilisation du public.

68. Une autre hypothèse avancée est que pour atteindre l'objectif du Protocole, la couverture géographique du Protocole devrait être aussi exhaustive que possible. Si un grand nombre d'Etats ne sont pas Parties au Protocole, le potentiel de réalisation de l'objectif du Protocole sera probablement limité. Ceci échappe cependant au contrôle des Parties.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

69. Les conclusions et recommandations suivantes sont émises, en ce qui concerne une méthodologie pour la deuxième évaluation et examen:

- a) La deuxième évaluation devrait être principalement axée sur une détermination et un examen de l'état d'application des éléments fondamentaux du Protocole;
- b) Une série d'indicateurs fondés sur le projet d'indicateurs contenu dans l'annexe au présent document pourra informer le processus d'évaluation, aux fins de la deuxième évaluation de l'efficacité;

c) Etant donné l'axe proposé pour l'évaluation, les données de l'évaluation devraient être recueillies principalement dans le cadre du processus d'établissement des rapports du Protocole. Il conviendra peut-être d'apporter des ajustements au modèle établi pour les rapports nationaux, et de tenir compte du moment choisi pour effectuer les deuxièmes rapports nationaux. Le modèle proposé pour les deuxièmes rapports nationaux tient compte de cette considération;

d) L'évaluation devrait aussi s'appuyer sur les informations provenant d'autres sources, telles que le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, le mécanisme de coordination du renforcement des capacités, et d'autres organisations compétentes;

e) Le processus d'évaluation de l'efficacité devrait être relié à, ou intégré dans le processus de suivi et d'examen du Plan stratégique du Protocole. Ceci pourrait avoir des conséquences pour le choix des indicateurs utilisés. Une telle démarche intégrée pourrait aussi incorporer l'examen des rapports nationaux et le suivi de l'application du Plan d'action pour le renforcement des capacités. Dans le cadre de l'élaboration de la série d'indicateurs pour le plan stratégique, des connections ont été établies entre les questions relatives au modèle proposé pour l'établissement des rapports et les indicateurs pour le plan stratégique proposé du Protocole, afin d'assurer une cohérence;

f) Afin de satisfaire aux exigences visées à l'article 35, la deuxième évaluation de l'efficacité devrait être terminée avant la sixième réunion des Parties. A leur cinquième réunion, les Parties devraient donc établir une base pour la collecte des données, notamment une définition des indicateurs appropriés et des orientations pour un modèle adéquat d'établissement des rapports, et répartir les responsabilités d'effectuer l'examen et l'analyse des données, et la préparation d'un rapport pour la sixième réunion;

g) Le secrétariat pourrait être chargé d'effectuer la phase de collecte des données, et une première compilation et analyse des données;

h) Un groupe spécial d'experts techniques pourrait être créé avant la sixième réunion des Parties, afin de : i) fournir des conseils au sujet de et/ou prendre part à l'examen et l'analyse des données; ii) fournir des conseils au sujet d'une modification des indicateurs et l'élaboration de nouveaux indicateurs ou d'indicateurs de remplacement, comme base pour les futures évaluations de l'efficacité au titre de l'article 35. Ces indicateurs devraient comprendre des indicateurs appropriés « axés sur les résultats », afin de pouvoir évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif du Protocole. Une alternative à la création d'un groupe spécial d'experts techniques pourrait être de déléguer une partie ou l'ensemble de ces tâche au Comité chargé du respect des obligations;

i) Lorsqu'il examine les questions générales relatives au respect des obligations, le Comité chargé du respect des obligations devrait participer à l'évaluation de l'efficacité, et faire des observations ou recommandations à ce sujet aux Parties, à leur sixième réunion;

j) Le processus d'évaluation de l'efficacité devrait comprendre des éléments prospectifs, afin d'examiner s'il existe des éléments nouveaux ou émergents relatifs à la prévention des risques biotechnologiques, nécessitant d'être pris en compte dans le cadre du Protocole;

k) Il conviendrait d'examiner l'élaboration d'un ou de plusieurs indicateurs pertinents pour le Protocole, dans le contexte plus large du Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique pour la période d'après 2010, par l'intermédiaire du Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité, par exemple;

l) Il pourrait être utile de chercher à partager des informations et des données d'expérience recueillies dans le cadre du Protocole avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, en ce qui concerne les processus d'évaluation de l'efficacité.

VIII. ÉLÉMENTS SUGGÉRÉS POUR UN PROJET DE DÉCISION

70. Sur la base des informations fournies dans la présente note, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être :

1. Décider que le champ d'application de la deuxième évaluation et examen sera principalement axé sur la détermination et l'examen de l'état d'application des éléments fondamentaux (dispositions, procédures et mécanismes essentiels) du Protocole;

2. Demander au Secrétaire exécutif de recueillir, compiler et analyser les informations relatives à l'application du Protocole, en utilisant les deuxièmes rapports nationaux comme principale source d'information, en vue de contribuer à la deuxième évaluation et examen du Protocole;

3. Décider que l'évaluation devrait aussi s'appuyer sur les informations provenant d'autres sources, telles que le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, le mécanisme de coordination du renforcement des capacités, et d'autres processus pertinents et organisations compétentes;

4. Prier instamment les Parties et les autres gouvernements de contribuer efficacement au processus de collecte des données, en communiquant leurs rapports nationaux dans les délais impartis, conformément aux décisions pertinentes relatives à l'établissement des rapports, et en fournissant des informations adéquates et exhaustives dans leurs rapports;

5. Décider de créer un groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation et l'examen, afin de : i) examiner les informations recueillies et analysées par le Secrétaire exécutif, en vue de contribuer à la deuxième évaluation et examen du Protocole; ii) entreprendre la deuxième évaluation et examen de l'efficacité du Protocole, en utilisant les indicateurs figurant dans l'annexe à la présente décision, tels qu'ajustés par le groupe, en tant que de besoin; iii) présenter leurs conclusions et recommandations, pour examen à la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

6. Prier le Comité chargé du respect des obligations, lorsqu'il examine les questions générales relatives au respect des obligations, de participer à l'évaluation de l'efficacité, et de faire des observations ou recommandations à ce sujet aux Parties, à leur sixième réunion;

7. Décider d'effectuer la troisième évaluation et examen de l'efficacité du Protocole conjointement avec l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan stratégique, à la huitième réunion des Parties, en utilisant, entre autres, les informations recueillies dans le cadre des troisièmes rapports nationaux.

Annexe

INDICATEURS ÉVENTUELS POUR LA DEUXIÈME ÉVALUATION ET EXAMEN

A. *Champ d'application*

1. Couverture géographique du Protocole et mouvements transfrontières d'OVM visés par le Protocole:

- a) Nombre de Parties au Protocole;
- b) Nombre de Parties ayant désigné des correspondants nationaux;
- c) Nombre de Parties ayant communiqué leurs rapports nationaux sur l'application du Protocole dans les délais impartis;
- d) Nombre de Parties qui importent des OVM en provenance d'Etats non Parties;
- e) Nombre de Parties qui exportent des OVM vers des Etats non Parties.

B. *Application des procédures et des annexes essentielles en droit interne*

2. Les procédures d'accord préalable en connaissance de cause (ou cadres réglementaires nationaux compatibles avec les dispositions du Protocole), conformément au Protocole, sont mises en place pour les mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement:

- a) Nombre de Parties ayant adopté des lois, des règlements et des mesures administratives relatifs au fonctionnement de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause, ou ayant adopté un cadre réglementaire national compatible avec le Protocole, applicables aux mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- b) Nombre de Parties ayant désigné des autorités nationales compétentes;
- c) Nombre de Parties qui importent ou exportent des OVM, mais qui ne disposent pas de lois et règlements pertinents, propres à contrôler les mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- d) Tendances régionales concernant l'adoption de procédures d'accord préalable en connaissance de cause ou de cadres réglementaires nationaux compatibles avec le Protocole.

3. Les procédures d'accord préalable en connaissance de cause (ou cadres réglementaires nationaux compatibles avec les dispositions du Protocole) applicables aux mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement sont opérationnelles et fonctionnent:

- a) Nombre de Parties ayant mis en place des arrangements institutionnels et administratifs (processus décisionnels) au niveau national, afin de traiter les demandes d'accord préalable en connaissance de cause;
- b) Nombre de Parties disposant d'un budget alloué au fonctionnement de leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques;
- c) Nombre de Parties disposant d'un personnel permanent chargé d'administrer leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques (y compris les demandes d'accord préalable en connaissance de cause);

d) Nombre de Parties ayant traité des demandes d'accord préalable en connaissance de cause et ayant pris des décisions en matière d'importation;

e) Tendances régionales concernant l'application et le fonctionnement des procédures d'accord préalable en connaissance de cause.

4. Les procédures décisionnelles relatives aux mouvements transfrontières d'OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, sont en place et opérationnelles:

a) Nombre de Parties ayant pris des décisions définitives concernant l'utilisation sur le territoire national, y compris la mise sur le marché, d'OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, qui sont susceptibles de faire l'objet de mouvements transfrontières;

b) Nombre de Parties ayant mis en place un processus décisionnel spécifique, applicable aux importations d'OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

5. Les procédures d'évaluation des risques associés aux OVM sont en place et opérationnelles:

a) Nombre de Parties ayant adopté des orientations pour l'évaluation des risques associés aux OVM;

b) Nombre de Parties ayant procédé à des évaluations des risques, dans le cadre du processus décisionnel relatif à un OVM;

c) Nombre de Parties disposant d'un comité consultatif ou d'autres arrangements permettant d'effectuer ou d'examiner une évaluation des risques;

d) Nombre de décisions trouvées dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, accompagnées d'un résumé de l'évaluation des risques posés par un OVM;

e) Nombre de Parties disposant des capacités nationales requises pour pouvoir effectuer une évaluation des risques;

f) Nombre de Parties indiquant qu'elles ont utilisé l'annexe III du Protocole, ou toute autre orientation concernant l'évaluation des risques, convenue par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

g) Tendances régionales concernant les capacités d'évaluation des risques.

6. Les procédures de mise en place des mesures et d'une surveillance appropriées de la gestion des risques associés aux OVM sont en place et opérationnelles :

a) Nombre de Parties ayant autorisé l'introduction d'OVM dans l'environnement, et ayant adopté des exigences et/ou procédures qu'elles appliquent, visant à réglementer, gérer et contrôler les risques identifiés dans les évaluations des risques;

b) Nombre de Parties disposant de capacités de détection et d'identification de la présence d'OVM;

c) Tendances régionales concernant les capacités de gestion des risques.

7. Les procédures d'identification et de gestion des mouvements transfrontières illicites d'OVM sont en place et opérationnelles :

a) Nombre de Parties ayant adopté des mesures nationales propres à empêcher et à pénaliser les mouvements transfrontières illicites d'OVM, notamment par le biais d'une réglementation du transit et de l'utilisation en milieu confiné des OVM;

b) Nombre de Parties ayant indiqué qu'elles ont reçu des informations concernant des cas de mouvements transfrontières illicites d'un OVM, à destination ou en provenance de territoires relevant de sa juridiction;

c) Nombre de Parties disposant de capacités de détection de mouvements transfrontières illicites d'OVM (capacités en personnel ou capacités techniques par exemple).

8. Les procédures relatives à la prévention, l'identification et la gestion des mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM sont en place et opérationnelles, notamment les procédures de notification et les mesures d'urgence :

a) Nombre of Parties ayant notifié au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les coordonnées de leurs correspondants s'occupant des mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM, conformément à l'article 17;

b) Nombre de Parties disposant d'un mécanisme de notification aux Etats potentiellement touchés par des mouvements transfrontières non intentionnels, actuels ou potentiels, d'OVM;

c) Nombre de cas identifiés de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM;

d) Nombre de Parties disposant d'un mécanisme permettant d'identifier et de déterminer les effets défavorables importants de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM sur la diversité biologique.

9. Des normes adéquates sont adoptées et appliquées, en ce qui concerne les exigences du Protocole relatives à la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des OVM :

a) Nombre de Parties ayant adopté des normes relatives à la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des OVM, conformément à l'article 18 du Protocole, et décisions pertinentes ultérieures de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole concernant:

i. L'utilisation en milieu confiné;

ii. L'introduction intentionnelle dans l'environnement;

iii. Les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

10. Les procédures de notification des informations requises au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques sont en place et opérationnelles:

a) Nombre de Parties ayant alloué des responsabilités en matière de notification des informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

b) Nombre de Parties disposant de systèmes de gestion des informations requises en matière de prévention des risques biotechnologiques pour l'application du Protocole.

11. Les procédures et les mesures d'encouragement à la sensibilisation du public sont appliquées :

a) Nombre de Parties appliquant des programmes ou des activités de sensibilisation du public;

b) Nombre de Parties prévoyant un certain degré de participation du public dans les processus décisionnels relatifs aux OVM.

C. Procédures et mécanismes au niveau international

12. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est opérationnel et accessible :

a) Nombre of Parties consultant régulièrement le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, c'est-à-dire, au moins une fois par mois;

b) Nombre de Parties signalant des difficultés d'accès ou d'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

c) Degré de fiabilité et d'actualité des informations contenues dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

13. Le Plan d'action pour le renforcement des capacités est mis en œuvre efficacement :

a) Importance du financement apporté ou reçu pour soutenir les activités de renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques;

b) Nombre de Parties cherchant à bénéficier d'une assistance, afin de pouvoir utiliser des experts inscrits sur la liste d'experts, et nombre de Parties bénéficiant dans les faits d'une telle assistance;

c) Nombre de Parties indiquant qu'elles utilisent des experts locaux pour entreprendre ou examiner les évaluations des risques et d'autres activités liées à l'application du Protocole.

14. Le Comité chargé du respect des obligations est opérationnel :

a) Les Parties posent des questions au Comité chargé du respect des obligations, en ce qui concerne leur propre respect des obligations prévues au titre du Protocole;

b) Le Comité chargé du respect des obligations dispose d'un règlement intérieur relatif au processus décisionnel.

D. Incidences des mouvements transfrontières d'OVM sur la diversité biologique, compte tenu des risques pour la santé humaine

15. Il conviendrait d'examiner les travaux sur les indicateurs de diversité biologique, menés dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique.
